

Réflexion/proposition – Document de travail 2

Comment, pourquoi résoudre le problème des oppositions de conceptions pédagogiques.

La carte scolaire et la mixité sociale

Voir à ce sujet l'appel pour le choix d'une école différente qui a déjà obtenu plus de 22 000 signatures et autant de commentaires : <http://appelecolesdifferentes.blogspot.fr/>

Comme pour le premier point abordé (sauvegarder les petites écoles), à travers cette seconde proposition/réflexion qui peut déboucher sur une mesure simple et immédiate (programme politique), c'est la conception de l'école qui se trouve toujours en arrière plan.

Depuis plus d'un siècle s'opposent deux conceptions radicalement différentes de l'école et des apprentissages. Pour faire simple, d'un côté la pédagogie frontale traditionnelle, de l'autre les pédagogies Freinet, Montessori et autres.

Petit rappel

Le système éducatif, chaîne tayloriste industrielle scolaire, est conçu pour une transmission frontale de savoirs répertoriés. L'origine de sa conception date du XVI^{ème} siècle avec le ratio studiorum d'Ignace de Loyola, décliné au XVIII^{ème} par les Frères des écoles chrétiennes. Guizot, lorsqu'il instaure l'école publique, met fin à l'enseignement mutuel qui se développait mais rendait les ouvriers trop subversifs et calque l'école publique sur le modèle de celle des frères des écoles chrétiennes. La finalité est annoncée : extirper les enfants du peuple de l'influence néfaste de leurs familles pour en faire de bons sujets catholiques. Lorsque 50 ans plus tard Jules Ferry assoit l'école publique telle elle est encore, il reprend le même modèle modifiant la finalité qui est cette fois de faire de bons républicains et de contrecarrer l'influence de l'Église. Il y a cependant le souci d'élever le niveau intellectuel de la population. Il s'agissait bien, comme aujourd'hui de l'école de l'État répondant aux finalités de l'État. Paul Bert insistait « *Seul l'État a le droit d'éduquer les enfants* »

A noter que dans cette époque en pleine expansion industrielle, le taylorisme (puis le fordisme) apparaissait comme la façon la plus rationnelle de production de masse. Nous étions encore dans le paradigme analytique cartésien : découpage des matières et progression dans les matières (programmes), découpage des niveaux et contrôles de conformité dans chaque niveau (aujourd'hui appelés évaluations), découpage du temps, spécialisation des enseignants-opérateurs (à partir du collège), uniformisation des pratiques édictées par des instructions et vérification par des contremaîtres (inspecteurs). Mais il n'y avait pas encore l'émergence des sciences cognitives, neurobiologiques, la transmission des savoirs telle elle était conçue paraissait la seule, possible.

C'est fin du XIX^{ème} et surtout début du XX^{ème} siècle que d'autres conceptions des apprentissages sont apparues¹, puis que s'est développé le nouveau paradigme scientifique de la systémique (approche systémique contre approche analytique). Les pédagogues de cette période (John Dewey (USA), Sébastien Faure (La Ruche 1904), Freinet, Ferrer (Espagne, école moderne), Freire (Brésil),... etc.), s'ils démontraient que les apprentissages se construisaient bien autrement que par la transmission mécanique des savoirs, ils voulaient résolument que l'école soit émancipatrice du peuple au lieu de le formater (exemple : préparation à la guerre de 14-18 dans les écoles des deux côtés du Rhin). « *Plus jamais ça* » disait Freinet après la boucherie dont il revenait.

On peut donc dire que la conception de l'école et des apprentissages est bien politique ou idéologique.

¹ On peut remonter bien plus loin avec les Montaigne, Erasmus etc.

Mais, pour ses usagers obligatoires (enfants et familles), pour ceux qui y enseignent, généralement importe seulement que tous les enfants apprennent. Il y a relativement peu de temps que pour une partie existe aussi **la notion d'épanouissement**. Ce qui a changé depuis quelques décennies à peine, c'est que les parents ont acquis la capacité de s'informer (**grâce à l'école publique !**), que le niveau d'études de beaucoup est égal ou supérieur à celui des enseignants, qu'ils peuvent de plus en plus critiquer, en argumentant, les pratiques qui concernent les enfants dont ils sont les premiers responsables. Autrement dit l'école n'est plus aussi tranquille qu'elle a pu l'être, ce d'autant qu'elle n'aboutit pas à ce qu'elle annonce ou à ce qu'on attend d'elle.

Dans ce document je m'en tiendrai aux seuls apprentissages bien que je sache que l'idéologie n'est jamais absente dans les partis politiques, en particulier ceux de l'extrême droite.

Une opposition irréductible de deux camps qui perdure depuis un siècle

D'un côté les partisans des pédagogies modernes, coopératives, émancipatrices, parfois libertaires, de l'autre les partisans des pédagogies traditionnelles des transmissions du savoir, plus ou moins frontales, d'une école uniforme, identique pour tous (principe républicains de l'égalité... mais pas de l'égalité des chances). Si le système éducatif est conçu pour les seconds comme dit précédemment, le nombre des premiers croît et surtout s'y mêlent maintenant des parents. **Les uns et les autres sont ancrés de toute bonne foi dans leurs convictions.**

Quelques ministères ont bien essayé de panacher le système éducatif traditionnel de quelques ingrédients « modernes » (voir dernière réforme des collèges, bien avant celle des cycles, du tiers-temps pédagogique, etc.), mais chaque fois le système résiste, puisqu'il n'est pas fait pour cela (déjà dit : mettre de l'essence dans un moteur diesel).

La valeur des pédagogies Freinet et Montessori a bien fini par être reconnue. Mais, appliquées de façon parcellaire dans des établissements dont l'approche est traditionnelle, elles troublent logiquement leur cohérence éducative et leurs praticiens ne peuvent vraiment les développer. **Le côtoiement de deux logiques diamétralement opposées dans le même espace est impossible.**

C'est bien dans une impasse qu'est depuis longtemps le système éducatif français, impasse dont il ne peut en sortir pour enfin prendre une direction. Ce serait peut-être un peu plus facile si une finalité lui était enfin clairement attribuée, le libérant de celles troubles, incertaines et contradictoires qu'il ne peut atteindre (voir doc 1 ou lettre ouverte) il n'empêche que dans sa réalisation on retrouverait les certitudes contradictoires des uns et des autres.

Les convictions différentes sont tellement fortes et impossibles à être prise en compte dans le système éducatif actuel, que, depuis quelques années, un nombre croissant de parents et d'enseignants quitte l'école publique pour aller vers ce qu'on appelle des écoles alternatives qui n'ont rien à voir avec les écoles privées confessionnelles. Il ne s'agit pas de protéger leurs enfants de « mauvais publics scolaires », qu'ils obtiennent de « meilleurs résultats » par de « meilleures méthodes » dans ce qui serait des « établissements d'excellence ». Ces parents ne sont pas des « bobos », une bourgeoisie qui n'aurait même pas besoin de l'école pour assurer l'avenir de sa progéniture. Ces parents et ces enseignants sont seulement soucieux du bien être, de l'épanouissement et de la construction harmonieuse des enfants en adultes capables de s'emparer de leur vie. On les trouve dans toutes les couches sociales, probablement avec des opinions politiques différentes. Si, du fait du statut nécessairement hors contrat de ces écoles, seuls ceux qui ont les moyens et qui trouvent de telles écoles peuvent y aller, l'entre soi qu'on leur reproche n'est pas dû à une volonté.

Au-delà de l'efficience dans la construction des apprentissages, il y a bien la question : l'école est-elle au service de l'État (et de la société qu'il défend) ou au service des enfants ?

Alors, comment sortir de l'impasse ?

La solution de bon sens serait de permettre le choix, en toute connaissance de cause par les parents et les enseignants, d'une des deux grandes approches pédagogiques de l'école.

- Il est quelque peu surprenant que personne ne soit choqué par le fait qu'il soit accordé la liberté pédagogique (très relative) aux enseignants mais **pas aux parents (voire aux enfants et adolescents) les premiers concernés et de plus soumis de facto à laisser leurs enfants dans les mains de professionnels à qui l'État employeur rappelle sans cesse qu'ils ne sont que des fonctionnaires**. Il n'est pas possible de se référer à la démocratie, encore moins à la démocratie participative ou citoyenne en laissant perdurer cet état de fait.

- L'État admet que des familles, par rapport à leurs convictions religieuses, peuvent envoyer leurs enfants dans des écoles privées confessionnelles **qu'il subventionne** sans état d'âme. Il est choquant que d'autres familles laïques ayant des convictions qui se réfèrent, elles, aux philosophes et aux grands pédagogues (*l'enfant n'est pas un vase qu'on remplit mais un feu qu'on allume !*) n'aient pas le même choix.

- Il est reconnu par tous, y compris par le ministère, que ce qui convient à des enfants ne convient pas à d'autres. L'uniformité qu'impose le système éducatif, sous prétexte d'égalité républicaine (j'y reviendrai dans un autre document), est un non sens dont les enfants subissent les dégâts (et même les fameux résultats PISA !)

- Les parents sont très souvent accusés de ne pas soutenir l'école, de ne pas être suffisamment responsables. Comment peut-on dire cela quand ils sont totalement **déresponsabilisés** en n'ayant même pas la possibilité de choisir dans l'école publique entre deux approches différentes de l'acte éducatif tout en ayant l'obligation d'y laisser leurs enfants ?

- Peut-on penser que le seul juge du bien des enfants soit l'État ? Il est alors légitime qu'il soit considéré comme le seul responsable des gâchis occasionnés². **Tout choix éducatif est un risque**, il faudra admettre que le risque est moindre quand il est partagé en toute conscience.

- Il existe un grand nombre d'enseignants qui veulent pratiquer une pédagogie différente (et un grand nombre de parents qui y aspirent) mais qui sont tous isolés dans des écoles classiques. Lorsqu'ils s'y retrouvent à plusieurs, la cohérence de l'école dépend... du mouvement annuel des enseignants qui ne tient aucun compte des projets en cours (pas de postes à profil !)

Le problème est que ce choix soit possible, c'est à dire qu'il existe sur tout l'hexagone.

Ce n'est pas difficile :

- Il n'existe que deux ou trois établissements officiellement caractérisés par la pédagogie Freinet. Le plus récent étant l'école de Mons-en-Barœul. Il a fallu longtemps pour que sa création soit qualifiée « d'expérimentale » ou « innovante » (la pédagogie Freinet a un siècle d'existence !). Elle a fait l'objet d'une observation de 5 années par une équipe pluridisciplinaire de l'Université de Lille. Les résultats de ces travaux évaluatifs ont tous été positifs, sans pour cela qu'il en soit tenu compte pour son extension.

Depuis plusieurs années il existe des projets émanant d'enseignants, de parents et d'élus pour implanter ou transformer un établissement public qui serait caractérisé par sa pédagogie. Très peu arrivent à terme du fait de l'immobilisme de l'administration (et, il faut bien le dire, de la réticence des syndicats) . D'où la prolifération de projets d'écoles alternatives... hors contrat.

Or il est avéré que sur tout l'hexagone il existe un pourcentage très significatif d'enseignants et de familles qui aspirent à une école différente (le ministère pourrait très facilement en faire la statistique et la géographie). Il

² On pourrait même imaginer que de nombreuses plaintes contre l'État pourraient être déposées devant les tribunaux ! Cela a bien été fait dans le domaine de la santé quand l'État a imposé ses choix.

serait alors très simple de répartir et de désigner par territoires un ou deux établissements, voire partie d'établissement en milieu urbain, officiellement caractérisés par leur projet éducatif différent. Les moyens informatiques rendent facile l'étude du nombre nécessaire et de leur implantation (ce qui se fait sans problème pour les lycées !). Il est fort probable qu'au démarrage le pourcentage d'établissements à transformer serait relativement faible. Mais il est probable aussi qu'au cours de leur développement et de leur connaissance ce pourcentage augmente, ce qui ne ferait qu'augmenter leur présence dans ce qui existe. **Cela ne coûterait pas un sou !**

- Il y a aussi, **déjà existantes**, toutes les classes uniques (nécessairement différentes) que l'État s'acharne à éradiquer (voir doc précédent). Elles constituent déjà dans le maillage territorial rural des pôles qu'il suffirait de maintenir en les caractérisant et en les proposant au choix de la population d'un territoire scolaire. Il suffirait aussi d'accepter les demandes de parents et d'élus qu'elles soient réinstaurées dans des villages où l'école a été supprimées. Mesure qui ne coûterait aussi pas un sou !

- L'Education nationale a déjà l'arsenal réglementaire pour le faire : cela s'appelle « le projet d'école », mais actuellement la quasi-totalité de ces projets ne touchent pas la pédagogie globalement appliquée. Actuellement, tout enseignant demandant un poste devrait en accepter le projet d'école en cours. Dans n'importe quelle entreprise tout employé recruté en accepte le projet et le fonctionnement. Ce n'est pas imposé dans l'EN. S'il est peut-être encore prématuré de proposer que ce soit un chef d'établissement avec son équipe qui recrute ses enseignants (comme dans la fonction territoriale ou comme en Belgique), l'application stricte de l'obligation d'accepter le projet d'école avant nomination maintiendrait la cohérence des équipes éducatives (ce qui est aussi un problème de l'EN) et la permanence comme l'évolution des projets (tout projet évolue suivant les effets constatés).

- Comme dit plus haut, c'est l'absence de choix différents dans l'école publique qui a provoqué la création d'écoles privées laïques dites alternatives (exemple des écoles Montessori, des écoles démocratiques, de 3^{ème} type...) et le nombre de projets s'accroît. Elles sont toutes hors-contrat. Toutes conduisent bien les enfants à acquérir le socle commun défini par l'EN, mais par des voies totalement différentes. Du fait de leur situation hors contrat elles sont dans l'obligation d'être financées par les familles (elles n'ont pas d'institutions qui les financent comme les églises pour les écoles confessionnelles). De ce fait elles ne sont accessibles qu'aux couches sociales qui ont les moyens ou peuvent faire des sacrifices.

Ne serait-ce que pour faire cesser cette inégalité (et injustice) en même temps qu'augmenter l'offre de l'école publique, il serait simple, immédiat et peu coûteux (une ou deux centaines de postes budgétaires d'enseignants) de les intégrer dans la carte scolaire publique en rétribuant leurs enseignants comme l'État le fait pour les écoles confessionnelles (écoles sous contrat), ce qui permettrait la gratuité aux familles. Au fur et à mesure où l'EN elle-même transformera de plus en plus de ses propres écoles en écoles différentes, il n'y aura plus la fuite actuelle (je fais observer qu'il y a aussi une fuite qui s'accroît des enseignants de l'école publique lassés de pouvoir agir suivant leurs convictions pédagogiques).

- Lorsqu'il y a, dans un domaine aussi important que le développement de l'enfant en adulte et citoyen, des façons différentes d'envisager ce que peut être l'école, lorsqu'il s'agit non pas de la sphère privée (l'éducation par les parents) mais de la sphère publique, **il semblerait élémentaires que tout citoyen tout parent (voire tout enseignant au cours de sa formation !) en soit informé**. Aucun choix ne peut être fait en conscience s'il n'y a pas les informations objectives qui permettent de le faire, en particulier sur les conséquences qu'induit un choix. Or l'Education nationale dont ce devrait pourtant être le rôle se garde bien de le faire. Elle reconnaît bien la valeur des pédagogies Freinet et Montessori (aujourd'hui elle ne peut plus faire autrement !) mais n'en dit mots. Seules les familles qui ont les moyens et la culture pour chercher des informations le font, la majorité reste dans l'ignorance (pour provoquer je dirais qu'on sait depuis longtemps que tout totalitarisme a besoin de l'ignorance de ceux sur lesquels il agit).

C'est donc bien cette information que devra fournir l'Education nationale, une mesure qui ne coûte rien elle non plus.

Nous aurions alors une carte scolaire conçue différemment.

Sur chaque territoire le choix sera possible pour des écoles classiques et une ou deux écoles différentes dont les caractéristiques sont clairement et officiellement affichées. Géographiquement cela ne posera pas de problèmes en milieu urbain en raison de la densité de la population. En milieu rural où les territoires sont plus étendus, cela n'en posera pas non plus puisqu'il existe déjà un réseau de transports scolaires organisé.

De surcroît serait réglé naturellement le problème de la mixité sociale : Lorsque l'accès à des écoles différentes **est gratuit**, que la population est informée, il est avéré que **le choix est fait parmi toutes les couches sociales**. L'exemple le plus marquant est celui de la ville de Gand où, depuis trente ans, il existe une quinzaine d'écoles communales officiellement Freinet proposées aux familles. Dans ces écoles la mixité sociale est parfaite et cela ne provoque même pas de luttes ou de compétitions entre écoles classiques et écoles Freinet qui vivent toutes en bonne intelligence. Il va bien falloir que l'État et son administration finissent par considérer que chaque citoyen a la capacité de réfléchir.

Quel serait le gain pour la Nation ?

- Faire cesser les polémiques, les invectives que s'envoient les deux camps depuis des décennies, inutiles quant à l'évolution du système éducatif, et surtout dont ne bénéficient jamais les enfants.

- Sur le terrain, pouvoir **constater dans la durée** quels sont les effets de chacune des approches, que ces constats puissent être faits aussi bien par l'Education nationale que par les parents, que par les citoyens. Les effets dont les effets sociétaux (par exemple sur la violence, le vivre ensemble) et non pas les « résultats » qui ne signifient pas grand-chose (par exemple les systèmes finlandais et coréens obtiennent des résultats équivalents dans PISA mais n'induisent pas le même type de société ni le même épanouissement des individus). Ce n'est qu'ainsi que la Nation et son Education nationale pourront enfin prendre une direction.

- De vraies équipes éducatives cohérentes pourront se constituer. Du fait du choix conjoint (enseignants et parents) non seulement ce serait l'apaisement dans tous les établissements mais aussi **la collaboration parents-école** pourrait devenir effective et fructueuse ce que n'arrive pas à faire l'école et ce dont elle ne cesse de se plaindre (Les parents et l'école feront l'objet d'un prochain document).

On peut comparer une nouvelle orientation de la politique éducative à celle qui concerne l'énergie. Le nucléaire est légitimement critiqué comme l'est le système éducatif. Son replâtrage non seulement demande des moyens démesurés mais il n'améliore pas sa viabilité à moyen et long terme. C'est rigoureusement semblable pour le système éducatif et la plupart des mesures et propositions ne visent qu'à essayer d'en réparer les dégâts ou essayer d'améliorer un peu ce qui ne sont que des performances. **La quasi-totalité des partis politiques comme l'opinion publique conviennent qu'il faut développer un autre système énergétique qui restera quelque temps parallèle pour se substituer au précédent s'il apparaît convenir. C'est exactement la même chose que nous proposons pour le système éducatif, ce seront les effets constatés (effets et non pas résultats) qui feront peu à peu abandonner l'un au profit de l'autre.**

Bernard Collot

<http://education3.canalblog.com>